



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7 CGCT), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP). Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} septembre 2022 à 2 254 440 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la décision modificative 2022 et de la mise en place des crédits provisoires avant le vote du budget 2023 :

Les AP consacrées à la voirie des pôles territoriaux cumulent les crédits réalisés sur les années antérieures et les crédits nécessaires à équilibrer l'enveloppe annuelle (en l'espèce 2022), calculée par commune. Ces AP ne sont donc pas calibrées pour dépasser l'année en cours.

En l'attente du vote du BP 2023, la mise en place de crédits provisoires en 2023 est prévue dans une délibération spécifique, dans la limite de 33% des CP de l'année écoulée et des restes à financer disponibles sur l'AP, ces derniers étant insuffisants fin 2022 pour les pôles territoriaux. Pour pallier cette seconde condition, il est proposé d'augmenter provisoirement le montant des AP de 33% des CP 2022. Le montant définitif des AP sera ajusté à l'occasion du vote du BS 2023.

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2022	AP TOTALE 2022
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange	4 048 274	315 202	4 363 476
AMELIT16	Aménagement Littoral	7 910 231	952 473	8 862 704
AMEMTP16	Aménagement Montpellier	28 854 460	1 892 393	30 746 853
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues	3 281 170	241 460	3 522 630
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest	2 562 177	261 826	2 824 003
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez	4 582 833	276 829	4 859 662

NETMTP16	Environnement Montpellier	7 507 374	496 276	8 003 650
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange	21 141 461	2 007 360	23 148 821
VOILIT16	Voirie Littoral	23 694 536	1 933 747	25 628 283
VOIMTP16	Voirie Montpellier	121 569 442	8 383 353	129 952 795
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues	17 036 248	1 083 330	18 119 578
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest	23 969 941	1 749 604	25 719 545
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	27 696 045	3 330 915	31 026 960
	Somme :	293 854 186	22 924 768	316 778 954

Il est par ailleurs proposé la révision d'AP suivante :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2022	AP TOTALE 2022
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLEE MOSSON	5 189 524	210 000	5 399 524

L'intégralité des crédits de paiements actualisés sur DEALAT18 sont inscrits sur l'exercice 2022.

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 2 277 574 979 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-209642-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.